

combien d'emplois seront perdus. J'ai l'impression que le gouvernement veut tout privatiser. Est-ce que la Société Radio-Canada est la suivante sur la liste?

**M. Volpe:** Le ministre dit oui.

**M. Karygiannis:** Voilà donc ce qui se prépare. Nous nous apprêtons à privatiser Radio-Canada. Quelle honte pour le gouvernement!

L'autre chose qui revêt beaucoup d'importance, selon moi, c'est la chaîne *CBC Newsworld*. En septembre, Toronto a appris qu'elle n'avait pas obtenu les Jeux Olympiques de 1996.

**M. Volpe:** C'était une décision honteuse.

**M. Karygiannis:** Mon collègue d'Eglinton—Lawrence prétend que c'était une décision honteuse. Je suis d'accord avec lui, car je suis Torontois, mais, en mon for intérieur, je croyais également que les Jeux olympiques devaient un jour ou l'autre revenir à la ville où ils avaient pris naissance. L'année 1996 marquera en effet le centenaire des Olympiques. J'étais placé dans un dilemme, mais la décision qui a été prise m'a sorti de l'embarras.

Cependant, il est important de remarquer la raison pour laquelle on a décidé d'octroyer les Jeux olympiques aux États-Unis. Le réseau CNN transmettait directement dans les chambres et les chambres d'hôtel des intéressés des images sur les événements qui se passaient où? Au Canada. On a rapporté les événements d'Oka et les problèmes avec les Indiens, ainsi que les troubles en Grèce. Nous savons comment CNN a réussi à les persuader. Toronto a perdu et ma ville natale également.

*CBC Newsworld* tend à promouvoir l'unité nationale. Il n'y a pas de meilleur moyen que de donner aux gens la possibilité, sur le canal 17 à Ottawa et sur diverses chaînes dans tout le pays, de pouvoir écouter les nouvelles sur tout le pays grâce à un convertisseur. Le gouvernement devrait également faire en sorte qu'il ne soit pas nécessaire d'avoir un convertisseur, que ce service soit offert sur une chaîne normale que les Canadiens pourraient écouter pour avoir plus qu'un court extrait de 20 secondes sur ce que le premier ministre ou le chef de l'opposition a déclaré. Je suis persuadé qu'ils se fichent éperdument de ce que le premier ministre a déclaré, mais qu'ils veulent savoir ce que le second pense. Les Canadiens remarquent que nous en revenons à un rejet total des conservateurs. Les Canadiens en ont assez d'entendre ce que le gouvernement conservateur a à dire. Ils écoutent *CBC Newsworld* et ils regardent avec beaucoup d'intérêt les émissions qui leur sont proposées. Ils voient les nouvelles que nous avons à leur proposer. Pourtant, le gouvernement, lorsqu'il a sabré dans les services de la Société Radio-Canada en 1989. . .

### Initiatives ministérielles

**M. Walker:** C'est honteux!

**M. Karygiannis:** Mon collègue de Winnipeg dit que c'est honteux. En 1989, lors du massacre de la place Tiananmen, nous avons été parmi les premières nations à rejoindre la Chine continentale, avec un service offert en mandarin et en cantonais, et à faire part de notre appui aux Chinois. On a été parmi les premiers à soutenir les efforts des étudiants.

Nous sommes confrontés à l'heure actuelle à la situation au Moyen-Orient. Près de 2 000 militaires canadiens se trouvent dans la région. Ces militaires regardent avec beaucoup d'intérêt ce qui se passe au Canada. Ils attachent énormément d'importance à ce que nous faisons.

Je remarque, monsieur le Président, que vous me faites signe que je n'ai plus que quelques secondes à ma disposition. Je vais poser cette question au ministre, même si je sais que cela va tomber dans l'oreille d'un sourd.

Monsieur le Président, je vais donc poser la question suivante par votre entremise, car je sais que le ministre ne va pas m'écouter. Monsieur le ministre, quel est votre véritable objectif? Souhaitez-vous privatiser la Société Radio-Canada? Voulez-vous sabrer dans ses services, afin qu'elle paraisse rentable, comme vous l'avez fait avec la Société canadienne des Postes et tout le reste? Si c'est là le but de nos vis-à-vis, ils devraient avoir honte. Les Canadiens ne veulent plus des conservateurs.

[Français]

**Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent—Cartierville):** Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je prends la parole aujourd'hui sur le projet de loi C-40. Ce projet de loi est une opportunité pour le gouvernement d'améliorer le service de radiodiffusion pour le public canadien. C'est aussi la chance de garantir la continuité des services parlementaires de Radio Canada International, les services de nouvelles *CBC Newsworld* et le réseau d'information nordique.

Ces services sont indispensables à la préservation de notre culture. Nous devons nous rappeler que le Canada n'est pas un pays uniforme, mais un pays où les diversités culturelles, linguistiques et géographiques jouent un rôle très important. C'est pourquoi le gouvernement doit profiter de cette opportunité pour garantir dans la loi la continuité de tous nos services essentiels du réseau pan-canadien de Radio-Canada. On ne peut pas couper les moyens de communication par lesquels la population canadienne apprend à connaître sa diversité.

• (1240)

[Traduction]

Le gouvernement va rater une magnifique occasion d'inscrire dans la loi des services dont le public canadien a besoin et qu'il souhaite. C'est pourquoi j'appuie avec tant